

RCS : CAEN Code greffe : 1402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 D 01332 Numéro SIREN : 908 417 207 Nom ou dénomination : 3P SAINT-LO

Ce dépôt a été enregistré le 04/06/2024 sous le numéro de dépôt 4109

AD/MGA

3P SAINT-LO
Société Civile Immobilière
Au capital de 1.000 €
Siège Social : IFS (14123)
ZAC Object'Ifs Sud, 600 Boulevard Charles Cros « Times Square »
RCS CAEN 908 417 207

**PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE
EN DATE DU 14 MAI 2024**

[...]

EN MATIERE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION - AGREMENT D'UNE CESSIION DE PARTS SOCIALES

L'Assemblée Générale Extraordinaire, connaissance prise du projet de cession de parts sociales aux termes duquel la Société PPP FINANCE, céderait cinquante (50) parts sociales, numérotées de 851 à 900, qu'elle détient dans le capital de la Société 3P SAINT-LO aux sociétés CAVSAN et BASNEL déclare agréer ladite cession de parts sociales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

[...]

DEUXIEME RESOLUTION - TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur proposition de la gérance, décide de transférer le siège social de la Société actuellement fixé à IFS (14123) ZAC Object'Ifs Sud, 600 Boulevard Charles Cros « Times Square » à CAEN (14) 2 rue du Général Moulin, à effet de ce jour.

Les statuts seront modifiés en conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION - MISE A JOUR DES STATUTS

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide, en conséquence de la signature de l'acte de cession de parts sociales et de l'adoption de la résolution précédente, de mettre à jour les statuts et de modifier les articles 5, 6 et 7 de la manière suivante :

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé à :

CAEN (14)
2 rue du Général Moulin

Le reste de l'article demeure inchangé.

L'article 6 est complété comme suit :

ARTICLE 6 - APPORTS

*« Aux termes d'un acte électronique en date du 14 mai 2024, il a été constaté la cession :
- par la Société PPP FINANCE, de 25 parts sociales numérotées 851 à 875 au bénéfice de la société BASNEL,
- par la Société PPP FINANCE, de 25 parts sociales numérotées 876 à 900 au bénéfice de la société CAVSAN. »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

L'article 7 sera désormais rédigé ainsi :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

« En raison des apports ci-dessus énumérés et de la cession de parts sociales intervenue au sein de la société, le capital social s'élève à MILLE EUROS (1.000 €) divisé en 1.000 parts de 1 euro chacune, numérotées de 1 à 1.000 intégralement souscrites et entièrement libérées.

Elles sont réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- La Société BASNEL

Quatre-cent-cinquante parts sociales,

Numérotées 1 à 425 et 851 à 875, ci.....450 parts sociales

- La Société CAVSAN

Quatre-cent-cinquante parts sociales,

Numérotées 426 à 850 et 876 à 900, ci.....450 parts sociales

- Monsieur Guillaume BEUVE

Cents parts sociales,

Numérotées 901 à 1.000, ci.....100 parts sociales

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS SOCIALES

COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, ci.....1.000 parts sociales »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION - POUVOIRS EN VUE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présents à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

[...]

EN MATIERE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION – NOMINATION DE LA SOCIETE CAVSAN EN QUALITE DE GERANTE

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer, aux côtes de Messieurs SANFAUTE et BASSIERE, la Société CAVSAN, en qualité de gérante pour une durée indéterminée, à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

La Société CAVSAN, représentée par Monsieur Mathias SANFAUTE, ès qualités, déclare accepter ce mandat et indique qu'il n'existe aucune incompatibilité à l'exercice de ces fonctions.

[...]

TROISIEME RESOLUTION – POUVOIRS

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur de l'original d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

*Pour extrait certifié conforme
Par le Gérant*

**CESSION DE PARTS SOCIALES DE LA SCI 3P SAINT-LO
PAR LA SOCIETE PPP FINANCE
AU PROFIT DE LA SOCIETE BASNEL ET
DE LA SOCIETE CAVSAN**

LES SOUSSIGNÉES :

1° - La Société PPP FINANCE, Société par Actions Simplifiée au capital de 21.960 euros dont le siège social est fixé à IFS (14) 600 Boulevard Charles Cros - Zac Object'Ifs Sud « Times Square », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 799 684 089,

Représentée par la Société CAVSAN, Présidente, elle-même représentée par Monsieur Mathias SANFAUTE, associé unique et gérant.

**Ci-après dénommée « le cédant » ou « le vendeur »,
SOUSSIGNEE DE PREMIERE PART,**

ET

2° - La société BASNEL, Société à Responsabilité Limitée à associé unique, au capital de 830.000 €, ayant son siège social à CAEN (14), 21 rue du Hameau Venoix, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le n° 842.501.751,

Représentée par Monsieur Nicolas BASSIERE, gérant.

- La société CAVSAN, Société à Responsabilité Limitée à associé unique, au capital de 830.000 €, ayant son siège social à CAEN (14), 2 rue du Général Moulin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le n° 842.503.500,

Représentée par Monsieur Mathias SANFAUTE, gérant et associé unique.

**Ci-après dénommées « le cessionnaire » ou « l'acquéreur »
SOUSSIGNEES DE SECONDE PART.**

INTERVENTION

Société 3P SAINT-LO, Société Civile Immobilière au capital de 1.000 Euros, ayant siège social à IFS (14) 600 Boulevard Charles Cros - Zac Object'Ifs Sud « Times Square », immatriculée au RCS CAEN sous le n° 908 417 207,

Représentée par Monsieur Mathias SANFAUTE et Monsieur Nicolas BASSIERE, co-gérants

Ont convenu et arrêté ce qui suit :

Les parties soussignées sont convenues d'établir, dans les conditions du présent acte, la cession de 50 parts sociales détenues par la Société PPP FINANCE dans le capital social de la SCI 3P SAINT-LO au profit des sociétés BASNEL et CAVSAN soit chacune 25 parts sociales, numérotées 851 à 875 et 876 à 900, soit au total 50 parts sociales sur les 1.000 composant le capital social de ladite Société.

EXPOSE

Le cédant déclare ce qui suit sur les caractéristiques de la Société :

1 - Forme Société Civile Immobilière

2 - Dénomination : 3P SAINT-LO

3 - Siège Social : IFS (14) 600 Boulevard Charles Cros - Zac Object'Ifs Sud « Times Square »,

4 - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés : CAEN sous le numéro 908 417 207

5 - Objet Social : La Société a pour objet :

- La propriété, l'acquisition, la vente, la gestion et l'administration, l'exploitation par tous modes, la location de biens immobiliers - tous immeubles bâtis ou non bâtis -, de droits immobiliers et de valeurs mobilières,
- L'achat et la vente de tous immeubles entiers ou par lots,

Et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et aux biens dont s'agit, en ce compris la conclusion d'emprunts l'affectation et l'hypothèque des biens en cause à titre de garantie desdits emprunts, le cautionnement hypothécaire, à condition que ces opérations n'altèrent pas le caractère civil de la Société.

6 - Durée de la société : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés intervenue le 20 décembre 2021.

7 - Capital social : Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1.000 €), divisé en 1.000 parts sociales, d'une valeur nominale de 1 euro chacune numérotées de 1 à 1.000, intégralement souscrites.

Elles sont réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- La Société BASNEL

Quatre cent vingt-cinq parts sociales, numérotées de 1 à 425, ci.....425 parts sociales

- La société CAVSAN

Quatre cent vingt-cinq parts sociales, numérotées de 426 à 850, ci.....425 parts sociales

- La Société PPP FINANCE

Cinquante parts sociales, numérotées de 851 à 900, ci50 parts sociales

- Monsieur Guillaume BEUVE

Cent parts sociales, numérotées de 901 à 1.000, ci.....100 parts sociales

TOTAL AU NOMBRE DE PARTS

COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, CI

1.000 PARTS SOCIALES

La Société PPP FINANCE est propriétaire des 50 parts sociales cédées pour les avoir souscrites à la constitution de la Société.

8 - Administration de la Société : La Société est administrée par Monsieur Nicolas BASSIERE et Monsieur Mathias SANFAUTE, cogérants

9 - Date de clôture de l'exercice social : 31 décembre de chaque année.

10 - Régime fiscal : La Société est soumise au régime fiscal des sociétés de personne.

11 - Transmission des parts : Aux termes de l'article 11 des statuts il est prévu :

1. - Transmission entre vifs

Les parts sociales ne peuvent être transmises, à qui que ce soit à titre onéreux ou gratuit, qu'avec le consentement d'un ou plusieurs associés représentant au moins la moitié des parts sociales, celle-ci étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.

CECI EXPOSE, les soussignés ont convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - CESSION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, la Société PPP FINANCE, représenté par Monsieur Mathias SANFAUTE es qualités, soussignée de première part, cède, délègue et transporte, avec toutes les garanties ordinaires de fait et de droit existant en pareille matière ainsi que sous les charges et conditions ci-après énoncées, aux sociétés BASNEL et CAVSAN, soussignées de seconde part, qui acceptent expressément, 50 parts sociales de la Société 3P SAINT-LO sur les 1.000 composant son capital social, comme suit :

- La Société PPP FINANCE cède 25 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la Société 3P SAINT-LO, numérotées 851 à 875 au profit de la société BASNEL.

- La Société PPP FINANCE cède 25 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la Société 3P SAINT-LO, numérotées 876 à 900 au profit de la société CAVSAN.

ARTICLE 2 - PROPRIETE - JOUISSANCE - CONDITIONS

a) Propriété

Le cessionnaire est propriétaire des parts sociales cédées à compter de ce jour.

b) Jouissance

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la perception de tous dividendes à son profit, attachés aux parts cédées.

Le cédant met et subroge le cessionnaire dans tous les droits et actions attachés aux parts sociales cédées sans exception ni réserve, tant contre la Société que contre les tiers.

ARTICLE 3 – PRIX DE CESSION - PAIEMENT DU PRIX

a) Prix de cession

La présente cession des 50 parts sociales détenues par la Société PPP FINANCE dans le capital social de la Société 3P SAINT-LO est consentie et acceptée moyennant le prix global, ferme et définitif de UN EURO (1 €), soit un montant de deux centimes la part sociale.

b) Paiement du prix

Le prix des parts sociales cédées soit la somme de UN EURO (1 €), est payé en totalité comptant ce jour de la façon suivante :

- la société BASNEL, remet en espèce cinquante centimes à la Société PPP FINANCE qui le reconnait et en donne bonne et valable quittance,

- la société CAVSAN, remet en espèce cinquante centimes à la Société PPP FINANCE qui le reconnaît et en donne bonne et valable quittance,

ARTICLE 4 - ABSENCE DE GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

De convention expresse entre les parties, la présente cession est consentie sans garantie d'actif ni de passif de la part de qui que ce soit au profit de qui que ce soit.

Le cessionnaire reconnaît avoir été averti par le rédacteur des présentes des conséquences éventuelles de l'absence de garantie d'actif et de passif consentie par le cédant à son profit, décharge ledit rédacteur de toute responsabilité notamment pour défaut de conseil à ce sujet, et renonce à tout recours contre ce dernier à ce titre.

ARTICLE 5 - NANTISSEMENT

Le cédant déclare que les parts sociales ne sont pas nanties, ainsi qu'il ressort d'un état de gage sans dépossession en date du 14 mai 2024.

ARTICLE 6 - AGREMENT

Conformément à l'article 11 des statuts, la présente cession est soumise à agrément. Aux termes d'un procès-verbal en date du 14 mai 2024, la présente cession est agréée par l'ensemble des associés.

ARTICLE 7 - OPPOSABILITE DE LA CESSION DE PARTS A LA SOCIETE

La cession de parts sera rendue opposable à la Société par transfert sur ses registres conformément aux dispositions de l'article 1865 du Code civil.

ARTICLE 8 - CAUTIONS - GARANTIES

La Société PPP FINANCE déclare, sous son entière responsabilité, ne s'être portée caution personnelle et solidaire d'aucun engagement financier contracté par la Société 3P SAINT-LO et plus généralement n'avoir conféré aucune garantie, sûreté ou droit réel sur son patrimoine personnel pour sûreté du remboursement de dettes de ladite Société.

ARTICLE 9 - DROIT DE PREEMPTION

En vertu des dispositions de l'article L213-1 alinéa 3 du Code l'urbanisme la présente cession n'est pas soumise au droit de préemption urbain ni au droit de préemption applicable dans les zones d'aménagement différé, la cession objet des présentes, portant sur moins de la moitié du capital.

ARTICLE 10 - REMBOURSEMENT DE CREANCE

Il ressort d'un courriel du Cabinet d'expertise-comptable FITECO en date du 14 mai 2024 qu'il n'existe aucune somme restant due de part ni d'autre entre la société 3P SAINT LO et la société PPP FINANCE.

ARTICLE 11 - FISCALITE

1) Droit d'enregistrement

Les parties déclarent, pour la perception des droits d'enregistrement, que les parts sociales ont été attribuées en représentation d'apports en numéraire.

Au vu du montant du prix de cession, la présente cession sera enregistrée au droit fixe.

2) Plus-value

Les parties déclarent que la présente cession ne donne pas lieu à plus-value dès lors que les parts sociales sont cédées à un prix inférieur à leur valeur de souscription.

ARTICLE 12 – LITIGES

Tout litige relatif aux présentes et leurs suites, sera soumis à l'appréciation des tribunaux compétents.

ARTICLE 13 - FORMALITES - POUVOIRS

Pour faire exécuter toutes formalités de publicité, dépôt et autres, tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un des originaux des présentes.

ARTICLE 14 - FRAIS DROITS ET HONORAIRES

Le présent acte a été rédigé par la SELARL LEBAILLY DUREL, ayant son adresse professionnelle à FLEURY SUR ORNE (14) 646, route des Dignes – Euphorbe.

Les honoraires revenant à la SELARL LEBAILLY DUREL au titre des présentes, sont payables comptant ce jour par le cessionnaire qui s'y oblige.

ARTICLE 15 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu et qu'il n'est contredit par aucune contre-lettre.

Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions applicables aux insuffisances et dissimulations de prix et aux fausses déclarations et affirmations de sincérité.

ARTICLE 16 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, chacune des parties fait élection de domicile en leur demeure et siège respectifs.

ARTICLE 17 - MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite «informatique et libertés», la SELARL LEBAILLY DUREL dispose d'un traitement informatique dans le cadre de ses activités d'avocat et de conseil, et notamment pour la rédaction de ses actes et l'accomplissement des formalités légales.

Dans le cadre de ses activités, la SELARL LEBAILLY DUREL est amenée à enregistrer des données concernant les signataires et à les transmettre à certaines administrations, notamment auprès des Centres de Formalités et du Greffe du Tribunal de Commerce.

Chaque partie déclare être informée de son droit d'accès et de rectification des données la concernant auprès de la SELARL LEBAILLY DUREL, ayant son siège social à FLEURY SUR ORNE (14) 646, route des Dignes – BP 36 (téléphone : 02.31.06.15.51 / télécopie : 02.31.06.14.80 / courriel : contacts@ldavocats.com)

ACTE ELECTRONIQUE

Il est expressément convenu que, par dérogation aux règles de preuve édictées par le Code civil et plus particulièrement, par l'article 1375 de ce code, l'établissement d'un original par Partie ne sera pas requis à titre de preuve des engagements pris par les soussignés aux termes des présentes.

Les parties reconnaissent et acceptent que cet acte soit signé par voie de signature électronique via la plateforme YOUSIGN en application des articles 1366 et suivants du Code civil et que la transmission électronique de l'acte ainsi signé vaille preuve entre les parties de l'existence, de l'origine, de la réception, de l'intégrité dudit acte. En outre, les parties prennent acte de ce que le rédacteur du présent acte a pris toutes les diligences qu'il a estimées pertinentes aux fins de s'assurer de l'authentification de l'identité de chaque signataire et lui donne quitus de ce chef.

En conséquence de ce qui précède, les parties reconnaissent et acceptent que l'acte soit réputé signé à la date de sa signature par la dernière des Parties.

ANNEXES

- Kbis de la Société 3P SAINT-LO
- Statuts à jour
- Etat de gage sans dépossession
- courriel du cabinet FITECO

LE CEDANT**La Société PPP FINANCE***Représentée par la Société CAVSAN, Présidente, elle-même représentée par Monsieur Mathias SANFAUTE**mathias SANFAUTE*

Signé le 14-05-2024

✓ Certified by  yousign**LE CESSIONNAIRE****La société CAVSAN***Représentée par Monsieur Mathias SANFAUTE***La société BASNEL***Représentée par Monsieur Nicolas BASSIERE**mathias SANFAUTE*✓ Certified by  yousign

Signé le 14-05-2024

Nicolas BASSIERE✓ Certified by  yousign

Signé le 14-05-2024

INTERVENTION**Société 3P SAINT-LO****Monsieur Nicolas BASSIERE et Monsieur Mathias SANFAUTE***mathias SANFAUTE*✓ Certified by  yousign

Signé le 14-05-2024

**Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT****CALVADOS****Le 21/05/2024 Dossier 2024 00031020, référence 1404P01 2024 A 01772****Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €****Total liquidé : Vingt-cinq Euros****Montant reçu : Vingt-cinq Euros**

AD/MGA

3P SAINT-LO
Société Civile Immobilière
Au capital de 1.000 €
Siège social : CAEN (14)
2 rue du Général Moulin
RCS CAEN 908 417 207

STATUTS

MIS A JOUR SUIVANT DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 14 MAI 2024

Copie certifiée conforme

La Gérance

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1° La société BASNEL, Société à Responsabilité Limitée à associé unique, au capital de 830.000 €, ayant son siège social à CAEN (14), 21 rue du Hameau Venoix, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le n° 842.501.751,

Représentée par Monsieur Nicolas BASSIERE, gérant et associé unique.

2° La société CAVSAN, Société à Responsabilité Limitée à associé unique, au capital de 830.000 €, ayant son siège social à CAEN (14), 2 rue du Général Moulin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le n° 842.503.500,

Représentée par Monsieur Mathias SANFAUTE, gérant et associé unique.

3° La Société PPP FINANCE, Société à Responsabilité Limitée au capital de 21.960 €, ayant son siège social à IFS (14) ZAC Object'Ifs Sud - 600 boulevard Charles Cros - « Times Square », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le n° 799.684.089,

Représentée par Monsieur Nicolas BASSIERE et Monsieur Mathias SANFAUTE, co-gérants et seuls associés

4° Monsieur Guillaume BEUVE, époux de Madame Sylvaine COULEUR, demeurant à SAINT MALO DE LA LANDE (50), 48 route du Menhir,

Né le 12 mai 1980 à SAINT LO (50),

De nationalité française,

Marié sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître GAUDRON, Notaire à CAEN (14), le 18 septembre 2017, préalablement à son union célébrée le 7 novembre 2017 à RUEIL MALMAISON (92).

INTERVENTION

- **Monsieur Nicolas, Maxime, Gérard BASSIERE** demeurant à CAEN (14), 21 rue du Hameau Venoix, de nationalité française,

- **Monsieur Mathias, Vincent, Charles SANFAUTE** demeurant à CAEN (14) 2, Rue du Général Moulin, de nationalité française,

Il a été constitué une Société Civile Immobilière dont les statuts sont les suivants :

ARTICLE 1ER - FORME

Cette Société est régie par les dispositions générales du Code Civil et textes subséquents, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- La propriété, l'acquisition, la vente, la gestion et l'administration, l'exploitation par tous modes, la location de biens immobiliers - tous immeubles bâtis ou non bâtis -, de droits immobiliers et de valeurs mobilières,
- L'achat et la vente de tous immeubles entiers ou par lots,

Et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et aux biens dont s'agit, en ce compris la conclusion d'emprunts l'affectation et l'hypothèque des biens en cause à titre de garantie desdits emprunts, le cautionnement hypothécaire, à condition que ces opérations n'altèrent pas le caractère civil de la Société.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

3P SAINT-LO

Cette dénomination doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

ARTICLE 4 - DUREE

La Société est constituée pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé à :

**CAEN (14)
2 rue du Général Moulin**

Il peut être transféré par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

A la constitution, les associés apportent la somme de mille euros (1.000 €), et ce, dans les proportions suivantes :

- **La Société BASNEL**,
apporte la somme de quatre cent vingt-cinq euros, ci..... 425,00 €

- **La société CAVSAN**
apporte la somme de quatre cent vingt-cinq euros, ci..... 425,00 €

- **La Société PPP FINANCE**
apporte la somme de cinquante euros, ci..... 50,00 €

- **Monsieur Guillaume BEUVE**
apporte la somme de cent euros, ci 100,00 €

TOTAL DES FONDS..... 1.000,00 €

Les fonds seront libérés sur appel de la gérance.

Aux termes d'un acte électronique en date du 14 mai 2024, il a été constaté la cession :

- par la Société PPP FINANCE, de 25 parts sociales numérotées 851 à 875 au bénéfice de la société BASNEL,

- par la Société PPP FINANCE, de 25 parts sociales numérotées 876 à 900 au bénéfice de la société CAVSAN.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

En raison des apports ci-dessus énumérés et de la cession de parts sociales intervenue au sein de la société, le capital social s'élève à MILLE EUROS (1.000 €) divisé en 1.000 parts de 1 euro chacune, numérotées de 1 à 1.000 intégralement souscrites et entièrement libérées.

Elles sont réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- **La Société BASNEL**
Quatre-cent-cinquante parts sociales,
Numérotées 1 à 425 et 851 à 875, ci..... 450 parts sociales

- **La Société CAVSAN**
Quatre-cent-cinquante parts sociales,
Numérotées 426 à 850 et 876 à 900, ci..... 450 parts sociales

- **Monsieur Guillaume BEUVE**
Cents parts sociales,
Numérotées 901 à 1.000, ci 100 parts sociales

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS SOCIALES
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, ci..... 1.000 parts sociales

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Les Associés peuvent décider d'augmenter ou de réduire le montant du capital social par délibération extraordinaire.

ARTICLE 9 - TITRE D'ASSOCIE - DROITS ET OBLIGATIONS - RESPONSABILITE - INDIVISIBILITE DE LA PART SOCIALE

1 - Il n'est créé aucun titre représentatif des parts sociales.

Le titre et les droits de chaque associé résultent simplement des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts sociales régulièrement consenties.

2 - Chaque part sociale offre à son propriétaire un droit identique aux bénéfices ou aux pertes et à l'actif social.

Elle confère une voix dans tous les votes émis par décision collective ou sur consultation écrite.

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales.

3 - Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux documents sociaux et aux décisions collectives.

En outre, les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

4 - S'il existe une indivision, les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun. A défaut ils ne peuvent prendre part aux décisions collectives.

Pour le calcul de la majorité en nombre des associés lors des Assemblées, chaque indivisaire compte comme associé.

En cas de démembrement de la propriété des parts, le nu-propriétaire a seul la qualité d'associé.

Par dérogation à l'article 1844 alinéa 3, lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions ordinaires et pour certaines décisions extraordinaires, savoir :

- L'agrément de nouveaux associés et des transmissions de parts sociales
- Le transfert du siège social
- L'augmentation en vertu d'apports nouveaux et la réduction du capital non motivée par des pertes, la fusion

- Les modifications du pacte social touchant aux droits d'usufruit grevant les parts sociales
- Les modalités du droit de vote
- Toutes décisions ayant pour conséquence directe ou indirecte d'augmenter les engagements directs ou indirects d'usufruitiers de parts sociales,

Pour toutes ces décisions, le nu-proprétaire devra être convoqué

Le droit de vote appartiendra au nu-proprétaire pour toutes les autres décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra être également convoqué.

En outre, les titulaires de parts sociales dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés, et notamment prévoir, sous réserve du droit, pour l'usufruitier, de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats, que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier pour toutes les décisions autres que l'affectation des résultats. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la Poste faisant foi de la date d'expédition.

En tout état de cause, quel que soit le titulaire des droits de vote, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Il est rappelé :

- Qu'en vertu des dispositions de l'article 1844, premier alinéa du Code de Civil, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives nonobstant toute disposition statutaire contraire.
- Que l'exercice du droit de vote de l'usufruitier ne devra ni amener une augmentation des engagements du nu-proprétaire ni s'exercer dans le dessein de favoriser ses intérêts au détriment de ceux des autres associés.

ARTICLE 10 - FORME ET PUBLICITE DES CESSIONS DES PARTS SOCIALES

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

Elle est rendue opposable à la Société par transfert sur ses registres conformément aux dispositions de l'article 1865 du Code Civil ou après accomplissement des formalités prévues par l'article 1690 du Code Civil.

Elle est rendue opposable aux tiers après accomplissement des formalités figurant au paragraphe ci-dessus et par la publicité de la cession de parts par dépôt, en annexe au registre du commerce et des Sociétés, d'une copie authentique de l'acte de cession, s'il est notarié, ou d'un original, s'il est sous seing privé.

Lorsque la cession entraîne un changement d'associé, la mise à jour des statuts et la décision modificative sont déposées au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1. - Transmission entre vifs

Les parts sociales ne peuvent être transmises, à qui que ce soit à titre onéreux ou gratuit, qu'avec le consentement d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales, celle-ci étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au précédent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts. A la demande du gérant, ce délai peut être prorogé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également en cas de refus d'agrément, mais avec le consentement du cédant, réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts afin de les lui rembourser. A défaut d'accord sur le prix celui-ci est déterminé à dire d'expert selon les dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par décision de justice. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues aux alinéas ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

2. - Nantissement

Un associé peut donner ses parts en nantissement. Si la société a préalablement donné son consentement au projet de nantissement des parts sociales, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

Ce nantissement sera signifié à la Société.

3. - Transmission par décès

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé mais continuera par principe entre le ou les seuls associés survivants, ou, au choix de ces derniers, avec les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, lesquels devront alors être agréés par la majorité des parts sociales détenues par le ou les associés survivants.

En cas de continuation de la Société entre le ou les seuls associés survivants ou en cas de refus d'agrément, l'indemnisation de l'héritier ou de l'ayant droit de l'associé décédé se fera selon la procédure édictée en cas de refus d'agrément lors de transmission entre vifs.

4. - Agrément du conjoint commun en biens

Le conjoint commun en biens de l'époux associé qui notifie son intention d'être associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de son époux associé qui ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

5. - Partage d'une communauté de biens entre époux

Lors du partage de la communauté d'un associé, il ne peut être attribué à son conjoint, des parts sociales, que si celui-ci est agréé à la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. La procédure d'agrément et à défaut la procédure de rachat est régie par les conditions prévues en matière de transmission entre vifs, le conjoint associé bénéficiant d'une priorité de rachat.

ARTICLE 12 - RETRAIT D'UN ASSOCIE

L'associé qui ne dispose pas d'acheteur pour ses parts sociales ne peut se retirer de la société sans autorisation donnée par une décision unanime des autres associés.

Toutefois, le retrait de la société d'un associé peut être autorisé par décision de justice s'il est fondé sur de justes motifs.

L'associé autorisé à se retirer a droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés, soit par les autres associés, soit par des tiers désignés par eux ou rachetés par la société elle-même. En cas de contestations, cette valeur est fixée par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du Tribunal Judiciaire statuant en la forme des référés et sans recours possible.

ARTICLE 13 - GERANCE

1) La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou morales, associés ou non. Le ou les gérants sont nommés pour une durée limitée ou illimitée, par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

2) Le ou chaque gérant a droit à une rémunération déterminée par décision collective ordinaire. Il a droit, en outre, au remboursement des frais qu'il expose à l'occasion de l'accomplissement de son mandat.

ARTICLE 14 - POUVOIRS ET OBLIGATIONS DE LA GERANCE

A l'égard des tiers, le gérant engage la société dès lors que ses actes relèvent de l'objet social.

Le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société. A cet égard, il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux, notamment auprès de la banque de la société pour toute opération de gestion normale.

Toutefois, les emprunts et tout autre engagement financier d'un montant supérieur à 10.000 €, les ventes, achats, échanges et constructions d'immeubles, la conclusion de baux, les hypothèques et le nantissement de portefeuille, la fondation de sociétés et tout apport à une société ainsi que toute prise de participation dans des sociétés ne peuvent être réalisées qu'avec l'autorisation des associés donnée à la majorité des décisions ordinaires.

Il peut, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes et constituer temporairement des mandataires.

En tout état de cause, le gérant est parfaitement habilité à contracter avec la Société elle-même, dans le respect de la réglementation applicable aux Sociétés Civiles, de même qu'à contracter avec des Sociétés dont il serait également dirigeant et/ou associé.

Le gérant dresse les comptes prévus par la législation, à la clôture de chaque exercice et établit le rapport de gestion.

En cas de pluralité de gérant, chaque gérant a les mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique.

Outre les règles ci-dessus, s'il existe plusieurs gérants, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

A l'égard des Associés, chaque gérant dispose des pouvoirs nécessaires pour conclure toutes opérations se rattachant à l'objet social et dans l'intérêt de la Société.

Dans les rapports entre eux chaque gérant a les mêmes pouvoirs, sauf le droit pour chacun d'eux de s'opposer à toutes opérations avant qu'elles ne soient conclues.

ARTICLE 15 - CESSATION DE FONCTIONS

Tout gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable sur décision des associés représentant $\frac{3}{4}$ des parts sociales sur première et seconde consultation. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Tout gérant peut démissionner de son mandat, en prévenant les associés un mois à l'avance. Cependant ce délai peut être réduit par décision des associés prise à la majorité ordinaire.

Par dérogation à l'article 1851 alinéa 4 du Code Civil, si le gérant révoqué est un associé, celui-ci ne pourra en aucun cas se retirer de la Société dans les conditions prévues à l'article 1869 alinéa 2 du Code Civil.

Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant de la loi, d'une décision de justice ou d'une convention. Dans le cas d'une cogérance, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants dans l'hypothèse de la cessation des fonctions de l'un d'entre eux.

En cas de révocation ou de démission d'un gérant désigné par les statuts, la modification corrélative de l'article où figurait son nom n'est qu'une conséquence matérielle de cette révocation.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1 - Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés et résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés.

Les décisions peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée générale est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et de se faire représenter à une assemblée par un autre associé ou un tiers non associé muni de son pouvoir.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Si la gérance fait droit à la demande, elle procède à la convocation de l'assemblée des associés ou à leur consultation par écrit. Sauf si la question posée porte sur le retard de la gérance à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque la gérance accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée ou consultation par écrit.

Si la gérance s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

2 - En cas de tenue d'une assemblée, celle-ci a lieu au siège social ou dans tout autre endroit au choix de la gérance.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion, par lettre recommandée, par un gérant. Celle-ci indique l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'assemblée porte sur la reddition de compte de la gérance, le rapport d'ensemble sur l'activité de la Société, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par simple lettre, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

La convocation peut être verbale et sans délai pourvu que tous les associés soient présents ou représentés lors de la réunion, les associés renonçant par là même à se prévaloir des prescriptions légales et réglementaires.

L'assemblée est présidée par un gérant ou, le cas échéant, par le mandataire de justice chargé de la convoquer. A défaut, elle est présidée par un associé désigné à la majorité des associés présents ou représentés.

3 - En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, accompagné de tous les documents nécessaires à l'information des associés, ainsi qu'un bulletin de vote sur chaque résolution proposée sont adressés à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre son vote par écrit. Passé ce délai, les votes ne seront plus reçus.

4 - Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables lorsque tous les associés sont gérants.

5 - Toute délibération des associés est constatée par un procès-verbal indiquant les nom et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis aux associés, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

S'il s'agit d'une assemblée, le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms, et qualité du président et un résumé des débats.

S'il s'agit d'une consultation écrite, la justification du respect des formalités et la réponse de chaque associé sont annexées au procès-verbal.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, s'il y a lieu, par le président de l'Assemblée.

6 - Les procès-verbaux prévus au paragraphe précédent sont établis sur un registre spécial tenu au siège de la Société, coté et paraphé.

7 - Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre.

8 - Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le ou les gérants.

Article 17 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

En outre, les associés peuvent à toute époque, se prononcer sur toutes autres propositions concernant la société, qui n'entraînent pas la modification des statuts ou l'agrément d'associés nouveaux.

Les décisions collectives ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales composant le capital. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés sur le même ordre du jour une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Article 18 - DECISIONS COLLECTIVES MODIFIANT LES STATUTS OU QUALIFIEES D'EXTRAORDINAIRES

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales et, sur deuxième convocation, le cinquième des parts sociales.

Sauf dispositions spécifiques de la loi en vigueur ou des présents statuts exigeant des conditions de majorité différentes ou requérant l'unanimité, les décisions collectives extraordinaires modifiant les statuts ou qualifiées d'extraordinaires doivent être adoptées à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

1.- Le changement de nationalité de la Société, l'augmentation de l'engagement d'un associé, la transformation de la Société en Société nom collectif, ou en commandite, sont décidés à l'unanimité des parts sociales.

2.- Les décisions d'agrément, lorsqu'elles sont nécessaires, sont prises aux conditions de majorité prévues aux présents statuts.

En aucun cas, la modification des statuts ne peut augmenter les engagements d'un associé sans son consentement.

ARTICLE 19 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIES

Indépendamment des communications qui doivent lui être faites à l'occasion d'une assemblée ou d'une consultation écrite, tout associé non gérant a le droit, une fois par an, de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la Société ou reçu par elle.

Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert.

Tout associé non gérant a aussi le droit, une fois par an, de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social s'ouvre le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Exceptionnellement le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et sera clos le 31 décembre 2022.

ARTICLE 21 - REDDITION ANNUELLE DE COMPTE

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés.

Cette reddition de compte doit comprendre un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les bénéfices nets de la Société sont déterminés, pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions nécessaires.

Les bénéfices distribuables sont constitués par les bénéfices nets de l'exercice, diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires.

Ces bénéfices sont à la disposition des associés et répartis à proportion du nombre de parts de chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, affecter tout ou partie de ces bénéfices à tous fonds de réserve avec ou sans destination spéciale, ou au report à nouveau.

Ils peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

ARTICLE 23 - PROROGATION - TRANSFORMATION - FUSION

Les associés peuvent, à l'unanimité, décider la prorogation de la durée de la société, sa transformation, sa fusion avec une ou plusieurs autres sociétés, sa scission, dans les conditions, formes et délais légaux.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION

1. La Société prend fin :

- par l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée, sauf prorogation ;
- par la réalisation ou l'extinction de son objet ;
- par l'annulation du contrat de Société ;
- par la dissolution anticipée décidée par les associés aux conditions de majorités requises pour les modifications des statuts ;
- par dissolution anticipée prononcée par le Tribunal à la demande d'un associé pour justes motifs, notamment en cas d'inexécution de ses obligations par un associé ou de mésentente entre associés paralysant le fonctionnement de la Société ;
- par dissolution anticipée prononcée par le Tribunal à la demande de tout intéressé, lorsque la Société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an.

ARTICLE 25 - LIQUIDATION - PARTAGE

Hormis les cas de fusion ou scission, la dissolution de la société entraîne sa liquidation. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de celle-ci jusqu'à sa clôture. Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société.

Les associés, par une décision ordinaire, nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent la fonction, la rémunération, et la durée du mandat. L'actif social est réalisé et le passif acquitté. Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour agir.

Les opérations de liquidation et de partage sont dirigées par le liquidateur en conformité avec les prescriptions légales.

Si préalablement à la dissolution il n'existe plus qu'un seul associé personne morale, il est procédé à la transmission universelle du patrimoine de la société à son profit sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 26 – NOMINATION DU OU DES GERANTS

Les premiers gérants de la Société, nommés sans limitation de durée, sont :

- **Monsieur Nicolas, Maxime, Gérard BASSIERE** demeurant à CAEN (14) 21 rue du Hameau Venoix, de nationalité française
- **Monsieur Mathias, Vincent, Charles SANFAUTE** demeurant à CAEN (14) 2, Rue du Général Moulin, de nationalité française

ARTICLE 27 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. La gérance est habilitée à passer et à souscrire, dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social.

SIGNE ELECTRONIQUEMENT LE 16 DECEMBRE 2021